

exposer son budget. Il a parlé de tensions inflationnistes et il a déclaré qu'il faudrait retrancher telle et telle chose. Et pourtant, si cette proposition est adoptée, le gouvernement imposera un autre fardeau aux industries du Sud ontarien et je m'y oppose. Cet après-midi, on nous a dit que ce projet allait toucher aussi les produits de base de l'Ouest du Canada. Tous les aspects de l'économie canadienne nous intéressent et nous devons avoir quelque chose à dire quand l'Administration propose certaines mesures qui influenceront sur notre économie d'un océan à l'autre.

J'ai lu dans un article hier ou avant-hier, que l'affaire a été débattue à l'Assemblée législative de l'Ontario et je suis tout à fait d'accord avec les idées du premier ministre de cette province qui s'est élevé très fortement contre cette proposition. Cet article a pour titre «M. Robarts s'élève contre le projet de la voie maritime d'imposer le péage aux écluses de Welland.» D'une manière générale, je m'oppose à l'imposition de ce péage, à cause de ses conséquences pour l'Ontario. Si nous pouvions faire connaître les vues des provinces de l'Ouest, du centre et de l'Est, compte tenu de l'économie actuelle, il faudrait conclure que les taux de péage au canal de Welland sont inacceptables.

L'autre jour, un ministre a déclaré à la Chambre que certaines choses devaient changer, puisque nous sommes en 1966. Que l'Administration ait été autorisée à prélever des taux il y a quelques années dans le cadre d'un programme donné ne nous permet pas de les maintenir aujourd'hui, surtout que ce serait aller à l'encontre des politiques et programmes lancés cette année par le gouvernement. C'est une responsabilité du gouvernement.

Je ne suis pas d'accord avec les propos du leader du gouvernement à la Chambre. Je ne veux pas parler de l'urgence du débat ou d'autres questions qui ont été réglées, mais il est faux de prétendre que nous aurions pu débattre cette affaire légitimement d'une autre façon. Le gouvernement a l'habitude d'attendre jusqu'à ce qu'il puisse nous avoir par ruse. Je suis heureux que nous ayons pu tenir ce débat aujourd'hui.

Je ne suis ni vaniteux ni vantard et je n'éprouve aucun autre sentiment du même genre, lorsque je prétends que l'Ontario souscrit des sommes plus élevées que toute autre province aux fonds publics du Canada et nous les citoyens de l'Ontario avons besoin de tous les égards possibles afin d'être assurés que notre situation dans le domaine de la concurrence industrielle ne sera pas touchée. Les

citoyens de l'Ouest canadien ont besoin de la même protection. Il en est de même des industries secondaires du Québec, bien que cette proposition ne les touchera pas au même point. Je sais gré aussi aux députés des Maritimes d'avoir participé à ce débat.

Nous ne pouvons simplement pas souffrir qu'un organisme étranger prenne des décisions arbitraires qui influenceront sur notre économie nationale aussi gravement que les majorations proposées des péages. J'espère que les députés ministériels auront assez de cran pour appuyer les mesures qui aideront nos fabricants de produits bruts et secondaires au lieu de les laisser passer à un autre qui aura alors l'avantage sur nous.

M. R. R. Southam (Moose-Mountain): Monsieur l'Orateur, étant donné que je suis originaire de l'Ouest canadien et que je représente une circonscription rurale, je me sens tenu de participer à ce très important débat ce soir. Mais avant de continuer, je voudrais me joindre au député de Rosthern (M. Naserden) et aux autres députés qui ont pris la parole pour féliciter mon collègue, le député de Kindersley (M. Cantelon), d'avoir proposé cette motion et le député de Dauphin (M. Forbes) de l'avoir appuyé.

Nous participons aujourd'hui à un débat très important dans le meilleur intérêt du Canada en général. Pour souligner l'importance que j'attribue à cette question et aux fins du compte rendu, je voudrais signaler à la Chambre—bien que j'hésite à citer mes propres paroles—ce que j'ai dit à la Chambre le 10 février 1966, comme en fait foi le compte rendu à la page 1042, au cours du débat sur le transport où nous avons abordé d'autres questions, notamment la pénurie de wagons couverts:

J'aimerais, en passant, mentionner une autre question qui nous a préoccupés récemment dans l'Ouest canadien. Il s'agit de la proposition tendant à augmenter le péage sur le Saint-Laurent. Je ne veux pas en parler longuement, mais j'aimerais consigner la chose au compte rendu.

Les *Canadian Wheat Producers* considèrent une augmentation du péage sur la voie maritime comme une charge directe sur les profits du cultivateur. M. Charles W. Gibbings, président des *Canadian Co-operative Wheat Producers* et des syndicats de blé de la Saskatchewan a fait connaître ces vues, à titre de porte-parole de 160,000 cultivateurs des Prairies, dans un mémoire présenté récemment à l'Administration de la voie maritime.

Je le répète, cette question préoccupe vivement les Canadiens de l'Ouest, et j'espère que le ministre, lorsqu'il formulera une politique à cet égard, tiendra compte de ce mémoire et aussi de ce que j'ai dit au sujet de la pénurie de wagons couverts, en faisant ressortir les abus à cet égard qui se produisent aux États-Unis.